

hebdo communiste des P.-O.



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

56^e FESTIVAL CONFRONTATION

Filmer le temps
présent
p.11

• **Cop 26**

Bilan mitigé p.5

• **PCF - Syndicats**

Une table ronde inédite p.8

Non à l'Europe des murs

2 € - N°3904 - Semaine du 19 au 25 novembre 2021





La grande dérive démocratique

Dimanche soir, les cinq prétendants à l'investiture « Les Républicains » pour la prochaine élection présidentielle se sont lancés dans une course à l'échafaud ultra sécuritaire et anti migratoire. De Valérie Pécresse à Eric Ciotti, de Xavier Bertrand à Michel Barnier en passant par Philippe Juvin, ce fut à qui proposerait les solutions les plus nauséabondes pour réduire l'immigration et stigmatiser les réfugiés. Ils ont couru allégrement sur les plates-bandes de Marine Le Pen et Eric Zemmour. « Les soupapes morales et les garde-fous ont sauté, a constaté Stéphane François, politologue au CNRS. La droite a connu une libération de la parole sur ces sujets qui s'accélère encore depuis quelques mois, à la fois de manière électoraliste et sincère. »

Le pseudo débat présenté par les candidats à la primaire LR est une preuve supplémentaire de la dérive populiste et césariste aux relents de pétainisme rance de la vie politique du pays. Couplé au présidentielisme exacerbé que nous vivons aujourd'hui, cette surenchère sécuritaire et identitaire est en train de tuer la politique.

Avec l'invention d'un Eric Zemmour par des médias qui ne cessent de lui dérouler le tapis rouge – tout en surjouant les vierges effarouchées devant ses propos fascistes –, se met en place une profonde rupture démocratique. En faisant la part belle à des sujets polémiques détachés de toute réalité on dépolitise la politique. Pourtant les sujets concernant la grande masse des Françaises et des Français, ne manquent pas : emploi, retraites, santé, éducation, crise climatique, services publics, pouvoir d'achat, réindustrialisation... Autant de thèmes qui, à l'heure où la plupart de nos concitoyens vit de plus en plus mal, devraient faire l'objet de vrais débats. Mais, au détriment de la confrontation d'idées, le présidentielisme incite à flatter un supposé électorat sur les sujets les plus nauséux.

C'est dire que les partis politiques, les médias ont une responsabilité écrasante pour redonner vie au politique, dans le meilleur sens du terme. Il faut que les électrices et électeurs sachent qui propose quoi, il faut qu'ils puissent mesurer les conséquences des différentes politiques qui seront mises en œuvre. C'est de ces débats que notre société a besoin pour relever ce défi démocratique.

Pour leur part, les communistes entendent se placer résolument sur ce terrain. Avec leur candidat, Fabien Roussel, ils y sont déjà. Ils organisent et multiplient les rencontres, les débats avec toutes celles et tous ceux qui aspirent à ce que les choses changent réellement dans notre pays. C'est aussi le moyen efficace de faire reculer la marée brune qui s'avance subrepticement...

Annonces

Manifestation des animatrices et animateurs de l'éducation populaire

Vendredi 19 novembre à 11h. Place de la Victoire à Perpignan.

Loisirs Solidarité des Retraités (LSR) 66 participe à la Nuit du cinéma

Vendredi 19 novembre à 18h30. Clap-Ciné à Canet-en-Roussillon.

Il y a 80 ans, un Rivesaltais, Émile Dardenne, était « déporté » en Algérie

Vendredi 19 novembre à 18h30. Salle Jo-Casah, Rivesaltes.

Assemblée générale de l'Amicale des Vétérans et de la mémoire du PCF66

Samedi 20 novembre à partir de 10h15. Maison des communistes 44, avenue de Prades à Perpignan.

Hommage à Gaston Cardonne et Jean Paloma cérétans « déportés » en 1941 en Algérie

Samedi 20 novembre à 11h et à 15h. Patio de l'Hôtel de ville et cinéma Le Cérétan à Céret.

Manifestation « Stop aux violences sexistes et sexuelles »

Samedi 20 novembre à 15h. Place de la Résistance à Perpignan.

Grand rassemblement national avec Fabien Roussel

Dimanche 21 novembre à partir de 12h. Paris.

Assemblée générale de l'Université Populaire du Travailleur Catalan

Lundi 22 novembre à 18h. Dans les locaux du TC à Perpignan.

Les rendez-vous de Saint-Estève. Libres penseurs contemporains en Islam

Lundi 22 novembre à 18h30. Théâtre de l'Étang à Saint-Estève.

Ciné-débat avec Femmes Solidaires 66 autour du film Kimbidalé

Mardi 23 novembre à 18h. Médiathèque 15, rue Émile-Zola à Perpignan.

Fraliberthé Solidarité 66. Vente de thé et d'infusion spécial Noël

Jeudi 25 novembre de 14h30 à 17h. UD CGT 66.

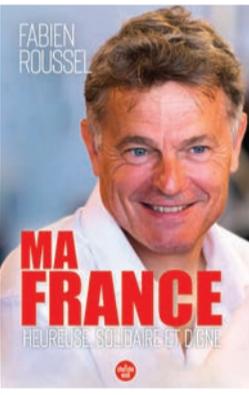
Vendredi 26 novembre de 16h à 18h. Dans les locaux du TC à Perpignan.

L'artificialisation des sols. Enjeux et pistes de recherche

Vendredi 26 novembre à 19h. Salle Jean-Thuebert à Montesquieu-des-Albères.

Pot du Travailleur catalan au Festival Confrontation

Samedi 27 novembre à 12h. Hall du cinéma Le Catillet à Perpignan.



Ma France Heureuse, solidaire et digne

Ce livre, au prix unitaire de 16,50 €, est à commander auprès de la fédération du PCF 66 fede66@66.pcf.fr, les chèques doivent être à l'ordre de « ADF PCF 66 » et envoyés à Maison des communistes - 44, avenue de Prades - Perpignan.



Le saumon fumé 2021
pointe de bout de ses nageoires !

Commande avant le 30 novembre à 18h

au 06 70 64 83 67 ou rc.barboufat@gmail.com



Journal Le Travailleur Catalan

Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER

6 mois : 40€ 1 an : 78€

FORMULE HEBDO NUMERIQUE ET PAPIER

Site+papier 1 an : 100€ Site 1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

www.letc.fr



Scan Moi

<p>Le Travailleur Catalan</p> <p>44 av. de Prades - 66000 Perpignan Tél. 04 68 67 00 88 - mail : letravailleurcatalan@letc.fr Site : www.letc.fr Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 / N° ISSN 1279-2039</p>	<p><small>Gérante /</small> Eulalie Arabia</p> <p><small>Directrice de publication</small> Imprimerie Salvador 33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)</p> <p><small>Administrateur</small> Remi Cathala</p> <p><small>Maquette</small> Priscilla Beauclair</p> <p><small>Une : Montage P.B.</small> © Freedom House</p> <p><small>Illustrations :</small></p>	<p><small>© Delgé</small></p> <p><small>Impression</small> Imprimerie Salvador 33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)</p> <p><small>Webmaster</small> Priscilla Beauclair / Dominique Gerbault</p> <p><small>Publicité</small> Richard Siméon</p>
--	--	--

Immigration

Tordre le cou aux fantasmes haineux

L'extrême droite, rejointe par la droite, multiplie les contrevérités concernant l'immigration, les migrants devenant les boucs émissaires d'une situation sociale et économique dont ils sont aussi les premières victimes.

La situation à la frontière polonaise a été l'occasion pour les Ciotti, Zemmour, Le Pen et autres Péresse de relancer la machine à fantasmes concernant l'immigration. Il n'est donc pas inutile de rappeler quelques données chiffrées incontestables.

Le nombre d'immigrés en France est un des plus bas d'Europe. En 2019, l'ONU comptabilisait 8,4 millions d'immigrés en France dont seuls 6,7 millions étaient des étrangers nés dans un autre pays (10 % de la population française) et, parmi eux, 4,2 millions étaient restés étrangers. Parmi ces immigrés, 46,1 % sont d'origine africaine, 33,5% viennent d'Europe, 14,5 % d'Asie et 6 % d'Amérique et d'Océanie.

Durant la période 2010-2019, la population française s'est agrandie de 3,7 personnes pour 1000 habitants, dont 3,3 dues au solde naturel des décès et naissances. C'est dire que le solde migratoire se cantonne à 0,4 personne pour 1000 habitants.

Le « grand remplacement » est une canaillerie

En France, en 2019, les entrées régulières étaient de 260 000 alors que 70 000 étrangers quittent la France tous les ans. Comme, par exemple en 2018, 230 000 Français ont quitté le pays quand 100 000 y revenaient, le solde des personnes en plus est donc de 60 000, à peine 0,09 % de la population totale ! Quant au nombre de sans-papiers entrant chaque année dans le pays, il est estimé à 30 000. On est bien loin du « grand remplacement » annoncé par le sinistre Zemmour sur des médias plus que complaisants.

Tordons le cou à quelques préjugés bien installés. Comme le souligne le démographe Hervé Le Bras « aujourd'hui, les migrants qui ont les moyens de venir en Europe ne sont pas pauvres, ils sont mêmes souvent diplômés » ; les jeunes immigrés demandant une carte de séjour sont



L'Europe n'a accueilli que 10 % des réfugiés syriens.

même souvent plus éduqués que les Français du même âge.

La migration est dans l'essence de l'espèce humaine

Plus globalement, les phénomènes migratoires font l'objet de fantasmes les plus absurdes. Aujourd'hui, environ 3,5 % des habitants de la planète vivent dans un autre pays que leur pays de naissance, soit environ un habitant sur 30. De tous temps, des migrations ont eu lieu (ce sont même ces migrations qui ont permis à l'espèce humaine de se développer) et la part des migrants dans la population mondiale reste relativement stable. La plupart de ces migrations restent régionales, en particulier les plus pauvres ne vont pas bien loin. Par exemple, l'Europe n'a accueilli que 10 % des réfugiés syriens, 3 millions sont en Turquie, 1 million au Liban et... 8 millions sont déplacés à l'intérieur même de la Syrie ! D'ailleurs les pays européens sont bien plus des pays d'émigration que ceux d'Afrique ou d'Asie : en 2020, 3 % des personnes nées en Afrique ont changé de pays quand ce taux atteignait 9 % pour la France et ses voisins !

René Granmont

Nord-Pas de Calais

Accueil des migrants : double échec

Depuis vingt ans, Calais, et plus généralement la côte d'Opale, font la Une de l'actualité avec l'entassement des migrants dans des conditions sanitaires indignes.

La situation des migrants anglophones désireux de rejoindre la Grande-Bretagne et bloqués sur la côte française ne date pas d'hier. Un premier camp ouvert à Sangatte en 1999, à l'arrivée des Kosovars, a été fermé en novembre 2002. Ce qui a déplacé le problème à Calais dans un bidonville, surnommé la « Jungle de Calais » par les médias. Les accords bilatéraux du Touquet, signés en 2003 par Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, ont fait empirer la situation. La frontière entre le Royaume-Uni et la France a été déplacée sur la côte française en contre-partie d'un financement sécuritaire. La « Jungle » a finalement été démantelée en 2016 et remplacée par un « campement » à Grande-Synthe, près de Dunkerque. Les opérations d'évacuation ne sont que des éternels recommencements.

Scandale humanitaire et échec politique

Car à Calais comme à Grande-Synthe, les migrants sont toujours là. Entre 1500 et 2000 errent dans les rues de Calais. Dans des petits campements éparpillés, sans toilettes, sans douches, sans poubelles, survivant dans des conditions indignes, soumis à des répressions policières, les pouvoirs publics essayant juste de les repousser à la périphérie. « Cacher ce sein que je ne saurais voir », telle est la politique migratoire de notre gouvernement. Et plus généralement de l'Europe, qui a créé une forteresse anti-migrants qui, premièrement, ne fonctionne pas, deuxièmement, abandonne ses valeurs de protection des droits humains. Elle ne fonctionne pas parce que ces gens n'ont aucune envie de s'installer en France et sont prêts à tout pour rejoindre la Grande-Bretagne. Quitte à perdre la vie : un mort retrouvé dans une embarcation à Wissant, un autre tué et trois blessés dans une collision avec un TER.

Les associations et les maires ne cessent de réclamer un centre d'accueil. Mais le gouvernement refuse par peur de l'appel d'air. Au lieu de cela, Darmanin vient de proposer un « sas d'accueil temporaire » de 300 migrants avant qu'ils ne soient redirigés vers des centres d'hébergement en dehors du Pas-de-Calais. Echec prévisible. L'inaction de l'Etat suscite l'indignation des citoyens. À ce jour trois Calaisiens sont en grève de la faim depuis le 11 octobre pour dénoncer la maltraitance institutionnelle de ces migrants.

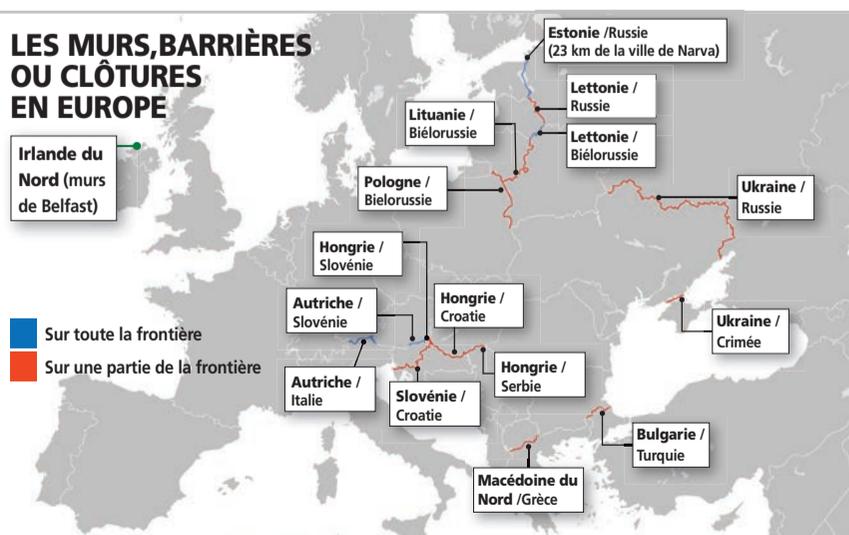
La situation à Calais signe un double échec : échec humanitaire et échec politique.

Anne-Marie Delcamp

L'Europe des murs

Au mépris du droit international permettant aux exilés de déposer une demande d'asile, la Pologne a entrepris de construire un gigantesque mur. Si ériger des obstacles pour bloquer les migrants n'est pas neuf, un pas vient d'être franchi en Europe : douze États membres demandent à l'UE de financer l'édification de murs à leurs frontières. Ce sont l'Autriche, la Bulgarie, Chypre, le Danemark, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la République tchèque. Pourtant des murs existent déjà et surtout des barrières naturelles... qui n'empêchent pas les migrants de rejoindre l'Europe. « Ça ne sert qu'à rendre les routes des migrants plus dangereuses » déplore Marie-Christine Vergiat, vice-présidente de la Ligue des Droits de l'Homme. Déjà la Méditerranée est le cimetière de 20 000 à 30 000 migrants depuis 2014. Mais l'Europe devient une forteresse inhumaine. « L'Europe préfère laisser ou faire mourir ces personnes, plutôt que de les accueillir » s'insurge l'ethnologue Marianne Chaud.

R.G.



Frontière Pologne-Biélorussie

Les migrants meurent de faim et de froid

Victimes de la guerre diplomatique entre Poutine et l'Union européenne, des milliers de migrants sont jetés contre une armée et des barbelés.

La situation à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, deux pays d'Europe centrale dont le premier est allié de Moscou et le second membre de l'UE et de l'Otan, suscite l'inquiétude croissante de la communauté internationale. Des milliers de migrants sont bloqués à la frontière dans un camp de fortune où ils se réchauffent en brûlant du bois pour supporter des températures proches de 0°C.

Le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, accuse le régime d'Alexandre Loukachenko de « terrorisme d'État », et le président russe Vladimir Poutine d'en être le « commanditaire ». Face à cet afflux de migrants, la Pologne a déployé à la frontière 15 000 militaires, érigé une clôture surmontée de fil de fer barbelé et construit un mur. Elle foule ainsi aux pieds les principes internationaux concernant l'accueil des réfugiés, sans que cela choque le moins du monde les dirigeants européens qui ont fait bloc aux côtés du gouvernement ultraréactionnaire polonais. Bruxelles accuse la Biélorussie d'avoir mis en place toute une logistique pour attirer les migrants, avec la promesse



La Pologne a déployé 15000 militaires et construit un mur pour empêcher le passage des migrants.

d'un accès facile à l'espace Schengen pour se venger de sanctions occidentales imposées au régime dictatorial de Loukachenko après la brutale répression d'opposants l'an dernier. Minsk soutient que les gardes-frontières polonais violent les normes internationales en refoulant les migrants avec violence.

Des hommes, des femmes, des enfants en péril

Pris en étau, environ 2000 à 3000

hommes, femmes, enfants, personnes âgées, majoritairement originaires d'Irak, de Syrie et du Yémen, se trouvent bloqués dans la zone frontalière. Dans cette forêt humide, la nourriture manque, les tentes aussi et les températures affichées sont glaciales. Menacés par les polices aux frontières, combien sont morts ou vont mourir dans cette zone ?

Ils sont arrivés là dans l'espoir de re-

joindre l'Europe. Certains expliquent avoir vendu maisons et voitures pour financer leur périple. Mais une fois passée la frontière, ils ont été accueillis par des hommes armés (il y a trois fois plus de policiers que de migrants) et des fils de fer barbelés pour les empêcher de passer par la Pologne.

Si une « aide humanitaire d'urgence » a enfin pu leur être acheminée, aucune solution humaine n'est proposée par l'Europe. Ses dirigeants se répandent en déclarations de fermeté sans jamais évoquer le moins du monde la catastrophe humanitaire. Pas un mot d'indignation devant ces milliers d'êtres humains abandonnés à leur triste sort. A qui peut-on faire croire qu'il n'existe pas de solutions pour ces 3000 migrants, pions du jeu mortel que se livrent deux régimes totalitaires ? Du même coup l'Europe cautionne les discours xénophobes du gouvernement polonais, elle encourage les discours de toutes les extrêmes droites du continent. Le pouvoir de Varsovie demande des subsides pour construire son mur, mais il y en a déjà un, celui de la honte !

Dominique Gerbault

Cerbère

Que faire des migrants de passage ?

Face à l'afflux de migrants empruntant le tunnel ferroviaire, la CGT cheminots a organisé une réunion de nombreuses associations d'aide aux migrants pour tenter de trouver des solutions.

Les cheminots de Cerbère sont inquiets. Environ 600 migrants, le plus souvent des mineurs marocains et algériens, ont tenté de traverser la frontière en juillet dernier, 500 au mois d'août, en empruntant le tunnel entre Port-Bou et Cerbère. Pour les bloquer, la SNCF a mis des barbelés, augmentant ainsi les risques d'accidents... et la peur des conducteurs de train, qui savent que de nombreux accidents ferroviaires mortels ont lieu aux frontières.

Les migrants qui passent par Cerbère ne comptent pas y rester. Alors ils errent dans la ville jusqu'à ce qu'ils puissent partir, créant ainsi des tensions avec les habitants. Les forces de police déployées sur les Albères sont impuissantes. Elles ramènent les migrants de l'autre côté de la frontière, mais ils reviennent aussitôt. La police espagnole fait de même faisant des migrants de véritables yo-yo.

Face à cette situation, la CGT a réuni des

associations d'aide aux migrants et des représentants de la mairie de Cerbère le 10 novembre dernier. Parmi les associations, outre la Cimade, l'Asti, le Mrap et le RESF de Perpignan, étaient présents un représentant d'Utopia 56 qui a œuvré dans la jungle de Calais, une représentante de l'Association Nationale d'Assistance aux Frontières pour les Etrangers de Toulouse et une représentante de Port-Bou. La création d'un centre d'accueil a été discutée. L'idée ne faisant pas l'unanimité, elle a été reportée sans être écartée. Il a finalement été retenu de médiatiser la situation, de dénoncer l'illégalité des pushbacks (renvois illégaux) et l'absence de sécurité des personnes et de prendre contacts avec les associations et commissions ouvrières de Port-Bou pour agir ensemble. Cette collaboration transfrontalière a largement fait consensus.

A.-M. D.

SOS Méditerranée

Une mission vitale

L'Océan Viking, navire humanitaire de l'association SOS Méditerranée, brave les caprices météo et les indécisions des garde-côtes pour sauver des vies humaines.

Après une escale à Marseille pour se réarmer en vivres, médicaments, filets de sauvetage et carburant, l'Océan Viking, dont l'équipage citoyen donne du sens au mot humanitaire, continue de patrouiller en Méditerranée contre vents et marées, pour sauver de la noyade les migrants en errance dans leurs frères embarcations. La saison propice aux fortes tempêtes et au froid ne favorise pas les interventions de sauvetage et met en danger la santé des rescapés.

Entre le 1^{er} et le 4 novembre, l'Océan Viking a secouru 314 personnes dont 37 femmes et 89 mineur.e.s. En attendant de débarquer, les passagers, fatigués, souffrant du froid et du mal de mer, ont été contraints de rester sur le bateau durant près de dix jours. Le 11 novembre, le navire a pu faire escale au port d'Augusta en Sicile pour débarquer 306 rescapés. Le lendemain, après des procédures interminables, des familles avec des enfants ont pu regagner la terre ferme.

L'organisation SOS Méditerranée renouvelle sa demande « d'un mécanisme de débarquement systématique et pérenne pour éviter ces souffrances » tout en respectant le droit maritime international. Le chef de mission en Libye déplore : « on est forcé d'agir en raison du manque de ressources disponibles en Méditerranée centrale et faute de réaction de la part de l'Europe. Si l'Europe agissait il n'y aurait pas besoin des ONG. »

Ray Cathala

Solidarité internationaliste

Face à l'enfumage présidentiel

En parallèle au sommet officiel Afrique-France commandité par Macron en octobre à Montpellier (voir TC n° 3899), des organisations et associations ont instauré un contre-sommet pour dénoncer la politique de la France en Afrique.

Josie Boucher (ASTI 66 /FASTI) et Christian Bousquet (Survie 66) ont bien voulu répondre à nos questions.

Pourquoi un contre-sommet ?

Pour dénoncer un « enfumage présidentiel » alors que l'esprit néocolonial et ses pratiques sont toujours présents et néfastes. Sur le continent africain, la France exerce toujours une domination monétaire, économique, diplomatique et culturelle, pille ses richesses, poursuit des interventions militaires, soutient des régimes qui écrasent les droits humains. La Méditerranée est une frontière coloniale qui a tué cette année plus de 1200 de nos sœurs et frères qui fuient ces dictatures et la misère dont l'impérialisme est fondamentalement responsable. Et celles et ceux qui parviennent à la traverser deviennent des sans-papiers privés de tout droit.

Et, comme démonstration de la vraie politique africaine de Macron, la police a arrêté à la gare de Montpellier huit camarades migrants venus manifester le 9 octobre dans le cadre du contre-sommet : 1500 personnes dont beaucoup de sans-papiers. Comme le

disait un d'entre eux, « *Macron qualifie de "pépites" les jeunes triés sur le volet participant au sommet, mais tous ces jeunes qui meurent sur le chemin de l'exil ne sont à ses yeux que de gros cailloux juste bons à mourir au fond de la Méditerranée* ». Ces camarades risquent une expulsion.

Quels étaient les participants et les débats ?

Une centaine d'associations (dont nos deux associations), collectifs et organisations sont à l'initiative de ce contre-sommet. Des conférences-débats ont réuni à chaque fois une centaine de participant.e.s. Au programme, les piliers de la domination néocoloniale de la Françafrique : le franc CFA, une monnaie néocoloniale qui étrangle les économies africaines, jetant la population dans la plus grande misère, tout en permettant la libre circulation des bénéfices faramineux des grandes sociétés françaises rapatriés dans la métropole et... des paradis fiscaux. Également abordée la soi-disant « *aide publique au développement* », un autre outil pour maintenir ces pays sous tutelle, au service de la diplomatie de la France

et de ses multinationales. Sans oublier la présence militaire, largement discutée et dénoncée. Avec ses 8700 militaires sur le sol africain, la France intervient régulièrement sous divers prétextes (« antiterrorisme », « démocratie », maintien de la « paix ») assurant ainsi sa domination sur les États et sur leurs ressources.

Quelle suite ?

Ce contre-sommet appelle d'autres initiatives, beaucoup plus importantes. Il est urgent de redonner une conscience anticolonialiste, insuffisante aujourd'hui pour combattre les méfaits de notre propre impérialisme. Exiger l'annulation de la dette gigantesque des pays africains, le retrait des troupes françaises. Exprimer notre solidarité internationaliste avec les peuples africains qui se mobilisent contre l'exploitation et l'oppression néocoloniales relayées par des dictatures au service des métropoles impérialistes.

Pour en savoir plus : <https://www.fasti.org/Retour-sur-le-Contre-sommet-Afrique-France-a-Montpellier>

Propos recueillis par Jacques Pumaréda

COP26

A moitié vide, à moitié plein ?

Bilan mitigé, des avancées mais toujours loin du compte, l'intervention citoyenne encore plus nécessaire.

La COP26 qui a eu lieu à Glasgow avait pour objectif, pour respecter les accords de Paris, la neutralité carbone au niveau mondial pour la seconde moitié du siècle. A l'arrivée, le pacte de Glasgow n'empêchera pas une hausse des températures de 2,7°C en 2100. Les manifestations un peu partout dans le monde, comme la mobilisation de l'opinion publique, jouent aussi un rôle central pour construire le rapport de force au niveau mondial. Bien sûr ce ne sont que des engagements et il faudra veiller à ce qu'ils soient tenus année après année jusqu'en 2030. Par exemple, les 100 milliards par an d'aide promis par les pays riches en 2009 pour aider les pays pauvres à lutter contre le dérèglement climatique tardent à se concrétiser. C'est possible en réorientant des financements consacrés au militaire par exemple (près de 2 000 milliards de dollars par an dans le monde), en particulier en mettant fin aux armes atomiques. La lutte contre l'évasion fiscale comme moyen de financer les enjeux climatiques est aussi une piste qui n'est pas abordée aujourd'hui. Il faudrait aussi redéfinir le rôle des grandes banques centrales, comme la BCE, qui doivent utiliser la création monétaire

COP 26 : une nouvelle rustine...

pour des investissements bas carbone.

La fin des énergies fossiles ?

Selon ATTAC, les combustibles fossiles représentent près de 90% des émissions mondiales de CO2.

Dans la dernière ligne droite des négociations, d'après la ministre de la transition écologique Barbara Pompili, la France s'engagerait avec l'Espagne,

l'Allemagne, le Danemark, la Suède, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, à ne plus financer de projets d'exploitation d'énergies fossiles hors de nos frontières, par étapes : le charbon en 2022, le pétrole en 2025 et le gaz en 2035. Les tractations de dernière minute sous la pression de l'Inde soutenue par la Chine, ont abouti à un grave recul sur

le charbon. L'accord final prévoit de « réduire » à la place de « supprimer » le recours au charbon. Pour l'ONG Réseau action climat, « *la COP26 a été une COP des pays du Nord qui reflète les priorités des pays riches* ».

Une délégation du PCF

Pour contribuer à la pression populaire et faire monter les batailles politiques, le PCF a envoyé une délégation pour participer à la belle manifestation de Glasgow sur le climat, mais aussi pour rencontrer des forces politiques, associatives et syndicales progressistes internationales. Pour le PCF, relever le défi climatique impose de sortir du dogme de la concurrence libre et non faussée. Que ce soit le marché carbone qui donne un droit de polluer aux multinationales ou le marché de l'énergie, les politiques européennes sont inefficaces écologiquement et dramatiques socialement. Ce n'est qu'en rompant avec les traités européens dans une Europe de la coopération entre des pays et des peuples libres, souverains et associés que ces objectifs pourront être atteints. « *Ce n'est pas le climat qu'il faut changer, mais le système* » était d'ailleurs le mot d'ordre de la délégation communiste à cette COP26.

Jacques Pumaréda

Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site www.letc.fr



suivez-nous sur

Forêts

Coupe rase à l'ONF par l'État

La forêt publique française gérée par l'Office National des Forêts (ONF) est en danger.

Les forêts, un des poumons de la planète, jouent un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique. La préservation et le développement des surfaces boisées constituent un enjeu public essentiel pour le stockage du carbone. Pour préserver les forêts, une centaine de pays ont adopté, lors de la COP 26, une déclaration sur les forêts, mais leur promesse est jugée trop molle par les défenseurs de l'environnement. En France métropolitaine, le taux de boisement s'élève à 31 % de la surface du territoire. Dans les Pyrénées-Orientales, il est de 50 % dont 25 % de forêts publiques. Le gouvernement français veut accroître les prélèvements

en forêt de 70 % d'ici 2050 et n'hésite pas à confier ces coupes de bois à des entreprises privées. Les régions, aussi, participent à cet écocide, le projet de la méga scierie Florian qui a l'intention de couper tous les vieux hêtres de la chaîne pyrénéenne en est un exemple. Ce qui implique une exploitation immédiate toujours plus accrue des forêts sans envisager des solutions alternatives.

Qui gère les forêts publiques aujourd'hui ?

L'Office National des Forêts, créé en 1966, a en charge la gestion des 17 000 forêts publiques françaises sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Cet organisme, que de nombreux pays nous enviaient, a succédé à l'Administration des Eaux et Forêts créée en 1291 par Philippe le Bel. Depuis des années, l'ONF subit de nombreuses restructurations, l'État en transfère petit à petit l'activité à la sous-traitance privée. Avec 40 % d'emplois détruits en 20 ans, l'ONF ne compte aujourd'hui que 8 000 salariés et est en voie de disparition physique alors que les enjeux écologiques sont de plus en plus forts.

Le 25 novembre, les agents de l'ONF se mobilisent une nouvelle fois

Un nouveau contrat 2021/2025 État/ONF a été approuvé lors du Conseil d'Administration (CA) de l'ONF du 2 juillet. Il a été signé par les seuls



Des fonctionnaires de l'ONF lors d'une manifestation à Perpignan.

représentants des ministères, tous les autres membres du CA s'y opposant : représentants des personnels, des communes forestières, des régions, de la filière bois, des associations environnementales, du monde de la chasse... Ce contrat rencontre une forte opposition des représentants du monde forestier :

- Il ne dote pas l'ONF du nouveau modèle économique jugé par tous indispensable à son avenir ;
- Il ne répond pas aux enjeux actuels et à venir de la forêt publique ;
- Il condamne l'ONF à des suppressions de postes massives (plus de 500 sur les cinq prochaines années) ;
- Il dégrade les conditions de travail des personnels de l'ONF ;
- Il réclame une contribution additionnelle aux communes.

En septembre, 75 députés de tous

bords ont écrit au ministre de l'Agriculture pour déplorer que ce contrat soit « un nouveau coup porté à l'ONF et ses effectifs ».

L'intersyndicale des personnels de l'ONF appelle à une manifestation nationale jeudi 25 novembre à Paris.

Une fois de plus, l'État s'acharne à détruire un service public en multipliant les intérimaires, en augmentant les charges de travail et en mettant en souffrance les personnels. La rentabilité immédiate à tout prix, peu importe les conséquences humaines et écologiques !

Joëlle Allemand

On peut signer la pétition « Non à la privatisation de l'ONF » sur :

<https://www.canopee-asso.org/non-a-la-privatisation-de-lonf/?fbclid=IwAR08MhbZsOesfYM30TdBghiuPBdqZGzupBbzK-Dx5bZbjZcKiu3h16wSOVc>



Transports régionaux

La gratuité pour les jeunes est un succès

La gratuité des transports pour les moins de 26 ans décidée par la Région a permis d'accroître le nombre de jeunes utilisant le train de 35 %.

Expérimentée entre avril et août et généralisée en septembre, la gratuité des transports pour les jeunes voyageurs est déjà une réussite. Avec plus de 10 000 jeunes de moins de 26 ans, le nombre de jeunes voyageurs utilisant le train au quotidien a augmenté de 35 % depuis 2019.

La Région Occitanie est très fière de ce résultat. L'opération « + = 0 » (voir ci-contre) a atteint plusieurs de ses objectifs. Carole Delga précise dans un communiqué que « cette tarification très avantageuse va jusqu'à la gratuité totale tout au long de l'année dès lors que le train est utilisé quasi quotidiennement. Elle a déjà permis de fortement fidéliser un nouveau public et je suis fière que le 10 000^{ème} ait passé le pas ce week-end ! C'est autant de voitures qui ne sont

pas sur la route chaque jour : autant de pollution en moins et de sécurité offerte à nos jeunes ». Elle poursuit : « Cet effort, inédit en France, porté par la Région Occitanie et SNCF, doit ouvrir la voie à de nouvelles pratiques. Avec le développement de l'offre de transport du quotidien, grâce notamment à la réouverture de lignes de trains dans nos départements, mais également à l'augmentation du nombre de trains sur les lignes existantes, l'Occitanie conforte sa position de pionnière pour les transports en commun ». De quoi se réjouir, mais aussi de quoi interroger ce que devrait être une politique nationale des transports, uniformisée et contraignante, obligeant l'ensemble des régions et la SNCF à avancer durablement dans cette voie.

Michel Marc

« + = 0 »

La Région Occitanie et SNCF Voyageurs ont généralisé en septembre dernier la gratuité, sur le réseau de trains régionaux liO, pour les jeunes d'Occitanie âgés de 18 à 26 ans.

Le principe en est simple et se matérialise par la création d'un compte mobilité crédité au gré des voyages : de 0 à 10 trajets, le jeune voyageur bénéficie de la tarification à - 50 % sans autre engagement nécessaire de sa part ; de 11 à 20 trajets, il voyage gratuitement ; de 21 à 30 trajets, il voyage toujours gratuitement et alimente la cagnotte qui lui permettra de bénéficier des premiers trajets offerts le mois suivant. Résultat : dès lors que le jeune fait un minimum de 30 trajets par mois, il voyage gratuitement toute l'année.

Transports

Circulez ! Comme vous pouvez ...

La suppression durant six jours de toute liaison ferroviaire entre Perpignan et le reste du pays a lourdement pénalisé les usagers. L'axe SNCF Perpignan-Narbonne-Montpellier a été totalement coupé du 10 au 15 novembre dans le cadre de travaux. Lucas Mas, cheminot, répond à nos questions.

Comment des coupures de lignes ont-elles impacté notre région ?

La ligne Perpignan-Montpellier a été coupée durant 5 jours, et celle de Perpignan-Toulouse durant le week-end. Du coup, nous avons été isolés de tout. On peut d'abord dire que les travaux allaient dans le bon sens car il s'agissait de supprimer deux passages à niveau, en réalisant un pont à Escalquens et en creusant un tunnel à Agde. Dans notre département, nous demandons depuis de trop nombreuses années des aménagements similaires sur plusieurs passages à niveau dangereux.

Mais même s'il s'agit de gros travaux et qu'il était difficile de ne pas stopper totalement les circulations, cela aurait nécessité de trouver des solutions pour préserver le service public.

La direction a choisi ce long week-end pour limiter l'impact sur les voyageurs qui utilisent le train pour aller au travail. Mais fermer simultanément les lignes de Toulouse et de Montpellier ne nous paraît pas le plus judicieux.

De nombreux voyageurs n'ont eu d'autre choix que d'emprunter leur voiture, l'avion ou le bus ou tout simplement de ne pas se déplacer, car aucune offre ferroviaire n'était disponible. En laissant un axe ouvert à la circulation et une organisation adaptée, on aurait pu proposer des trains en provenance de Paris et de Bordeaux pour descendre dans notre département.

Auparavant, quand la SNCF assurait totalement la maintenance, on réalisait les travaux sur une voie et on essayait de maintenir la circulation des trains



Train : trafic suspendu pendant 5 jours pour cause de...

sur l'autre. Aujourd'hui, on ferme tout et on ne se pose pas de question. La gestion est faite de manière financière et non pas au regard des besoins des usagers.

Les différentes réformes de la SNCF ayant supprimé ses capacités humaines et matérielles pour réaliser les travaux, les directions SNCF préfèrent confier de plus en plus la maintenance des voies et l'entretien à des entreprises privées. On y retrouve aujourd'hui les grands groupes du BTP tels qu'Eiffage, Colas, Bouygues. Les salariés qui y travaillent sont pour bon nombre d'entre eux dans des situations précaires où l'intérim est la règle. Par conséquent, l'expertise métier dans le domaine du ferroviaire, la sécurité et la formation passent au second plan. La rentabi-

lité financière pour les actionnaires est prioritaire. A ce sujet, la Cour des comptes a constaté et dénoncé que le recours aux entreprises privées coûtait plus cher que de faire travailler la SNCF.

Comment les usagers sont-ils pris en compte dans la gestion des travaux ?

La question du service public se pose. La Région a fait circuler les TER jusqu'à Sète dans le sens nord/sud, et jusqu'à

Béziers dans le sens sud/nord. Des bus ont été mis en place entre Béziers et Sète dans les deux sens. La réforme du ferroviaire de 2018 a fini de séparer les activités TER/TGV/Intercité qui fonctionnent en « tubes étanches ». Plutôt que d'avoir une entreprise qui met à disposition des moyens en commun pour répondre à tous les besoins des usagers, chacun essaye d'y répondre de son côté sans concertation. Cela se traduit par exemple par plusieurs bus pour une même destination à la même heure et à moitié vide, et des voyageurs sans correspondance avec des bus à d'autres horaires.

Quelles informations ont-elles été données aux usagers ?

L'information n'a pas été au niveau. Si la région Occitanie et l'activité TER ont anticipé et mis en place de nombreux bus pour remplacer la suppression des trains, on peut regretter que l'activité TGV n'ait pas pris les mêmes dispositions. Ce qui importe le plus aux dirigeants, c'est que les TGV arrivent à Montpellier et Toulouse. La garantie du service public n'est pas respectée dans ce cadre-là. Et cela s'accroît d'année en année.

Propos recueillis par Evelyne Bordet

Au lendemain de cette interview, on apprenait que suite à la panne d'un engin de travaux d'une entreprise privée, la réouverture de la ligne jusqu'à Montpellier était repoussée. L'ouverture à la concurrence et aux privés ne règle pas tout. Si aucun moyen adapté n'est donné à des salariés qualifiés et formés, les mêmes problèmes se répètent.

Macron, il te faudra les entendre !

Les retraités manifesteront par milliers à Paris en décembre.

Le 2 décembre, les retraité.e.s feront de la peine à Macron, au moment où sans le dire il se prépare à solliciter un second mandat. Les retraité.e.s mettront la question de leur situation financière, sociale, humaine, au cœur d'un début de campagne électorale qui semble prendre un malin plaisir à éluder les vrais problèmes pour se focaliser sur les questions migratoires.

Presque l'ensemble des organisations syndicales et associatives des retraités les appellent à se rassembler dans une manifestation nationale, une première, pour dire que leur perte de pouvoir d'achat est

insupportable, entre 12 et 17 % en dix ans, que leur situation ne fait qu'empirer, que la loi « grand âge » promise et annoncée passera à la trappe, qu'ils seront les premières victimes de la réduction des dépenses de la Sécu, qu'ils vivent aux premières loges les dégradations du système de santé et des services publics.

CGT, FSU, FO, Solidaires, CGC, FGR, Ensemble, dans une démarche unitaire, battent le pavé parisien pour revendiquer une revalorisation des pensions de base et complémentaires indexée sur les salaires et une augmentation de rattrapage au titre des années antérieures. Leur action s'inscrit dans une défense de

notre système de santé et de retraite, porté par une Sécurité sociale financée par les cotisations sociales et basée sur la solidarité intergénérationnelle.

Le moment tombe à pic : Macron veut faire oublier son bilan calamiteux, sa surdité aux demandes sociales des plus faibles dont il semble oublier qu'ils ont (un peu assez/beaucoup) contribué à la richesse du pays et que ce ne serait que justice de les entendre.

Il va sans dire que les Catalans y seront, malgré l'âge et les kilomètres. Nous rendrons compte de leur participation.

Jean-Marie Philibert

En Català

Cavalls i altres animals

- Què passa amb l'equitació en el pentatló? Es veu que desapareixerà després dels jocs olímpics de París del 2024.

- Sí, sabem que en aquests jocs ja haurà canviat molt la prova: menys obstacles i de menys alçada. Mes potser cal recordar lo que és el pentatló: no tothom sap que és un esport amb cinc disciplines, cursa, natació, esgrima, tir amb pistola làser...

- ... I equitació, Lo que ha de consagrar l'atleta el mes complet dels jobs; expliquem doncs el perquè dels canvis.

- Aquesta prova sempre ha sigut un problema: els cavalls no són pas els dels competidors, són proveïts pels organitzadors de la competició, i fan l'objecte d'un sorteig, lo que ha donat lloc a proves amb situacions de desigualtat i injustícies...

- Què hi ha ara de nou ?

- Lo que va passar als jocs olímpics de Tòquio: una atleta alemanya no va aconseguir dominar el seu cavall, fins i tot utilitzant fuet i esperons; de ràbia la seva entrenadora va donar un cop amb la mà sobre l'animal... Tot plegat va engegar un escàndol, les associacions de defensa dels animals s'hi van posar, les xarxes socials s'han anat emplenant d'insults i d'amenaques i vet aquí com s'ha decidit d'acabar amb l'equitació del pentatló, substituint-la per una altra prova, que queda per decidir! També hi va haver lo del cavall que va caldre matar, perquè s'havia trencat una pota, això no en el pentatló, sinó en l'equitació la qual és segur que també sortirà un dia o altre dels jocs olímpics. Què vols, ja no s'admet cap mena d'actitud que apareix com una violència vers una bèstia...

- Pot ser una bona cosa no? Lo dels animals en el circs... Però què cal dir aleshores dels escorxadors? S'ha d'obligar tothom a fer-se vegà? O es poden matar animals sense violència?

- Un problema molt pelut, és clar... potser caldria provar de ser coherents amb el nostre entorn natural justament, fer com els altres: matar animals quan se necessita per viure, demanar-los humilment disculpes i sobretot participar o al menys ser ben a prop del sacrifici i fer-ne una cerimònia.

- Lo de consumir lo de casa oi?

- Una cosa així...



C&C

Rencontre PCF-syndicats

Une table ronde inédite

Le PCF 66 a décidé de rencontrer syndicats et associations pour échanger sur la situation sociale et politique. La première de ces rencontres a eu lieu avec la CGT et la FSU.



Les syndicats ont tous insisté sur la question des luttes revendicatives.

Mercredi 10 novembre, le PCF 66 a rencontré la CGT et la FSU. Dans les jours qui viennent, d'autres formations seront invitées. D'après les participants, les échanges ont été très utiles. Sans surprise, les questions de pouvoir d'achat, d'emplois, de développement durable, d'égalité homme-femme, de qualité des services publics, d'activités de production dans le département ont balisé les débats qui ont duré deux heures. Des convergences sont apparues, notamment quant aux situations d'urgence et de précarité rencontrées par les salariés. Le constat que « la misère s'étend inexorablement » a été largement partagé.

Les services publics

Dans les domaines de la santé, du médico-social, de l'éducation, des services publics de proximité tels La Poste, les services fiscaux et Pôle emploi, les constats sont communs : « Il y a un besoin criant de créations de postes dans cette période où le service et la relation aux usagers se dégradent rapidement ». Les trois organisations se sont accordées à penser qu'il faut aujourd'hui rompre avec la logique du moindre coût et de la recherche du profit imposée par la haute finance et le grand patronat. De nombreux témoignages ont illustré, service public par service public,

la nécessité d'accorder les politiques autour des besoins sociaux et l'intérêt commun.

Les syndicalistes ont tous insisté sur la question des luttes revendicatives. « Dans le public et dans le privé, elles n'ont jamais cessé. Et elles peuvent obtenir des résultats, parfois non négligeables, comme celui de la remise en route du Train primeurs » a précisé le responsable de la CGT, Julien Berthélemy. Ceux de la FSU n'ont pas dit autre chose.

Des propositions politiques et des projets d'actions

La responsable de la commission Entreprise-Emploi du PCF 66 a alors présenté la proposition du dispositif « sécurité-emploi-formation » portée par le PCF et son candidat aux Présidentielles, Fabien Roussel. Ce dispositif assurerait la conquête de nouveaux droits sociaux individuels pour les salariés et l'adosserait à un système de financement socialisé, comparable à celui de la Sécurité sociale. Il assurerait un meilleur partage des richesses créées par le travail. Ces avancées seraient inséparables de la possibilité pour les salariés d'avoir droit de regard et de décision dans les orientations stratégiques des entreprises et de l'État. Une révolution !

Michel Coronas

Impôts

Quand la suppression de postes condamne les usagers...

La réponse de la directrice départementale des Finances publiques au scandale des impôts fonciers indûment réclamés a nourri, sans surprise, la colère des agents et particulièrement celle de la CGT.

Il y a quelques jours, une contribuable portait à la connaissance de tous via l'Indépendant le scandale du paiement de taxes foncières sur des biens déjà vendus depuis une paire d'années. Elle précisait au journaliste que l'agent des impôts, contacté par téléphone, lui avait conseillé de payer en attendant une régularisation et les remboursements correspondants. Plus de 3000 euros ! Sollicitée, Madame Guillouet, directrice des Finances publiques des P.-O., tout en reconnaissant les retards dans le traitement des dossiers en cours et des actes nota-

riés, n'apportait aucune explication sérieuse à ces retards et s'empressait de « charger » le fonctionnaire ayant répondu au téléphone à la requérante en question, prétendant qu'il avait la consigne de signifier à l'interlocutrice qu'elle n'avait pas à payer.

Des précisions utiles du syndicat CGT

Dans un texte marqué par la colère, mais précis et technique, la CGT a répondu aux allégations de la direction. « Le retard de publication des actes notariés est véritablement scandaleux,

(...) et les citoyens ont de quoi être extrêmement en colère. (...) C'est aussi le cas de tous les agents du département qui connaissent le problème depuis plusieurs années ». Ces dernières années, les agents n'ont pas cessé d'alerter la hiérarchie sur « la suppression de la moitié des agents » dédiés à ce secteur en 10 ans, sur « les fusions intempestives des services », et, dans la même période, « la fermeture de trésoreries de proximité (...) Depuis 2015, le retard ne cesse de grandir, et les agents font ce qu'ils peuvent, bien sûr, mais les services de publicités foncières

sont clairement sous-dimensionnés ». Tout porte à penser que les choses ne peuvent s'arranger en l'état. Elles vont même encore se dégrader. Moins d'agents pour une masse de travail en augmentation ne pourra que mener à ces dysfonctionnements devenus systémiques. Et la Covid n'y est pour rien. La colère des agents est grande. La CGT conclut : « Le comble est que madame Guillouet s'apprête à entériner de nouvelles suppressions d'emplois en décembre ».

Michel Marc

Rugby

Un bilan après 10 journées

La course infernale du Top 14 n'a pas permis à l'USAP de souffler un peu.

En l'espace de deux mois, seules trois équipes (Montferrand, Castres et Montpellier) n'auront pas affronté l'USAP. Le Top 14 va très vite et pas uniquement au niveau du jeu. Il faut être prêt très rapidement mais surtout savoir enchaîner, savoir passer d'un adversaire à un autre et ne pas trop s'attarder sur la performance (ou la contre performance !) précédente.

La trêve internationale d'automne est la seule à pouvoir dire stop à ce championnat de haut niveau, de très haut niveau pour une équipe comme l'USAP fraîchement débarquée de la Pro D2. S'adapter ou mourir ! Les Catalans se sont-ils adaptés ?

L'USAP est-elle déjà morte ? Oui-oui ! Non-non ! Oui-non ! Non-oui ! Difficile à dire suivant que l'on est de nature optimiste ou franchement pessimiste. Par contre certains chiffres ne peuvent pas trahir le vérité.

Avec trois victoires (Biarritz, Toulon, La Rochelle) pour sept défaites, mais deux bonus défensifs, les Catalans totalisent 14 points. Avant-derniers de ce championnat à égalité de points avec Biarritz, l'autre promu. Les Biarrots héritant de la dernière place suite à leur défaite à Aimé-Giral lors de la deuxième journée. Même si cette place est loin d'être brillante, l'USAP n'est pas larguée, contrairement à la saison 2018-2019,



et reste pour l'instant collée au reste du peloton.

Plus inquiétants seraient les classements attaque et défense

Alors qu'en Pro D2 la saison précédente ils trustaient les premières places dans les classements attaque et défense, les sang et or affichent la plus mauvaise attaque et l'avant-dernière défense.

En attaque, 163 points marqués pour 13 essais soit une moyenne qu'il est aisé de calculer pour 10 matchs joués alors que le leader Toulouse pointe à 3,3 essais par match. Oui mais c'est

Toulouse ! Les optimistes diront que l'USAP a tout de même inscrit 5 essais au total lors des deux derniers matchs contre... La Rochelle et Toulouse. Une référence ! Pour la défense, 270 points encaissés pour 31 essais. C'est trop, quand les champions de France et d'Europe n'en ont « pris » que 16.

Ces deux classements mesurent la difficulté que rencontrent actuellement les hommes de Mathieu Acebes pour quitter ce bas du tableau et les efforts faits pour ne pas se laisser décrocher. Mais l'USAP n'a toujours pas réussi à évoluer au complet lors de ces 10 premiers matchs. Blessures, sélections

ont toujours affaibli son effectif. Qu'en sera-t-il pour les prochains matchs et en particulier dès janvier où l'USAP devrait être au complet ?

46 joueurs, dont 8 Espoirs, ont pour l'heure porté le maillot au blason, tandis que George Tilsley est le seul à avoir participé aux 10 matchs, titulaire ou remplaçant. Ce n'est pas pour rien qu'il peut être considéré avec Tristan Tedder et « Fredy » Duguivalu comme l'un des joueurs au top de ce début de saison.

Et les JIFF ?

Pour rappel les JIFF sont les joueurs issus des filières de formation. Chaque club de Top 14 doit en présenter 16 en moyenne lors de chaque match, sauf Biarritz et l'USAP, les deux promus, qui ont droit à une moyenne de 14. À l'heure actuelle les Catalans sont dans les clous avec 157 JIFF présentés pour 140 attendus soit une moyenne de 15,7. Point amplement positif de ce bilan ! Autre point plus que convenable, celui des sanctions. Cinq joueurs de l'effectif pointent à un carton jaune tandis que notre capitaine en a accumulé deux. Par contre aucun carton rouge n'a été dégainé à l'encontre d'un joueur catalan. Il fallait bien terminer ce rapide bilan sur une note d'optimisme, n'est-ce pas ! Fins aviat.

Jo Solatges

Rugby à XV féminin

Quel match ! Les Françaises ont battu nettement les Néo-Zélandaises, championnes du monde sortantes, 38 à 13. En finale olympique de rugby à sept, cet été, les blacks ferns avait remporté la médaille d'or devant les Françaises. Le score, cette fois-ci, est sans appel et reflète, sans exagération, l'incontestable supériorité des bleues pendant 80 minutes. Six essais à un !

Du jeu, du jeu, de la vitesse et du rythme, dès l'entame. Un rugby joyeux, audacieux, rugueux et intelligent, pendant toute la partie, comme si les joueuses avaient été privées de bonheur pendant plusieurs années. Ajoutons les efforts faits par chacune pour se mettre au service de l'avancée collective, pour faire le geste juste au bon moment et dans tous les domaines. Voilà pour l'état d'esprit. Dans le domaine physique et technique, la démonstration fut tout aussi convaincante. Les 22 joueuses n'ont jamais, dans cet affrontement pourtant intense, montré un quelconque signe de fatigue. Tant et si bien qu'elles étaient au rendez-vous, en place défensivement et disponibles dans le domaine offensif, dans le domaine des propositions et des initiatives.

Le travail paye et l'encadrement est à féliciter. Les progrès individuels comme collectifs constatés ces dernières années donnent là toutes leurs dimensions. Proposer cette variété de jeu avec autant d'expressions ne vient pas de rien. Jeu au près, jeu en zone proche,

Jubilation !



L'équipe et les entraîneurs du XV féminin jubilent après la victoire.

jeu au large, jeu au pied, d'occupation ou de déplacement, alternance à ce point maîtrisée, tout cela ne s'improvise pas. Il y a, derrière tout ça, des heures d'efforts, d'échanges, d'écoute, de corrections. Il y a aussi, certainement, beaucoup d'humilité. Il reste quelques marches à franchir. « On se rapproche des Anglaises, numéro une mondiale, et je pense qu'on

est en bonne voie pour aller les chercher. On veut être championnes du monde en 2022. Battre les Black Ferns, ça donne de la confiance, ça offre l'opportunité de bien travailler. Mais il faut avant tout qu'on confirme la semaine prochaine » concluait ainsi l'une des joueuses à sa sortie.

M. M.

Perpignan

Casa Musicale. 19 novembre à 18h30. Musique Comedy Show-Wahid&Co. Entrée 25€. Réservation : 062107580 ou www.my.weezevnt/comedy-show.

Théâtre de l'Archipel. 19 et 20 novembre. Aujourd'hui musique.

Auditorium du Conservatoire (John Cage). Samedi 20 novembre à 18h30. Musique : Siyotanka, le bâton qui chante. Entrée libre.

Café l'Atmosphère. Jeudi 25 novembre à 20h. Théâtre Scène ouverte. Entrée libre.

El Mediator. Vendredi 26 novembre à 21h. Musique Massilla Sound System. Entrée 23€.

Théâtre des Possibles. Vendredi 26 novembre à 21h. Théâtre Le désert est servi par Nilco.

Argelès-sur-Mer

Cinéma Jean Jaurès. Samedi 20 novembre à 17h. Projection Festival Essayez.

Cabestany

Centre culturel Jean Ferrat. Vendredi 9 novembre à 20h30. Théâtre Ensemble. Cie Carrozzone Teatro. Entrée 12€.

Canet-en-Roussillon

Eglise Notre-Dame des Flots. Dimanche 21 novembre à 17h. Concert de Sainte-Cécile par l'orchestre symphonique de Canet-en-Roussillon. Un programme Saint Saëns. Violoncelle soliste : François Ragot, direction : Garance Coroller. 20€.

Céret

Salle de l'Union. Du 19 au 20 novembre à 20h30 et dimanche 21 à 17h. Festival Rencontre Théâtre Amateur. Entrée 7€.

Saint-Estève

Théâtre de l'Etang. Mercredi 24 novembre à 15h30. Spectacle jeunesse. Piero et Capucine. Cie Cielo. Entrée 5€.

Saint-Feliu-d'Aval

Centre socio-culturel Max Havart. Samedi 20 novembre à 20h30. Théâtre humour. Olivier Payré.

Confrontation 56

L'histoire que nous vivons

Le Festival Confrontation, proposé par l'Institut Jean Vigo, cinémathèque de Perpignan, investit le Cinéma Castillet du 23 au 28 novembre autour de la thématique Filmer le temps présent.

La 56^e édition du Festival Confrontation aurait dû se tenir fin mars 2020, l'équipe de la cinémathèque a fait le choix de la reporter en y apportant des modifications. Intitulée Filmer le temps présent, elle se tiendra du 23 au 28 novembre au cinéma Le Castillet.

Elle est le fruit d'une collaboration de la cinémathèque avec l'Institut d'histoire du temps présent pour une programmation « mettant en lumière l'Histoire des années 1980 à 2020, les relations qu'entretiennent le regard du cinéma avec l'Histoire en train de se vivre. »

Une édition qui s'annonce comme fertile en débats, les thématiques étant reliées à ce qui a nourri l'actualité des vingt dernières années. Une édition riche de quatre-vingt films, des focus, des découvertes, des films rares, inédits, des avant-premières...

Jacques Verdier, chargé de la programmation à l'Institut, se réjouissait à ce propos du grand nombre d'invités annoncés, plus d'une vingtaine, cinéastes, professionnels du cinéma, historiens, pour dix tables rondes et conférences. Des conférences sur des sujets comme la dissuasion nucléaire, le cinéma sous surveillance ou cinéma et écologie...

Trois grandes thématiques

Confrontation 2021 se décline en trois grandes thématiques :

1- La Chute du Mur ou la fausse victoire, avec un focus sur le cinéma allemand et la contre-culture.

Parce que la chute du mur est une rupture qui a provoqué beaucoup d'événements de ce temps. A côté de *Good bye Lenin*, on verra des films rares dont un Godard jamais sorti, un film hongrois inédit...

2- Un monde déréglé, le capital vainqueur, l'homme à la marge : une économie devenue folle, un monde insécure.

Le thème fort du festival, selon Jacques Verdier. Dans une économie où le capitalisme s'emballe, le cinéma s'attache aux vainqueurs (*Le loup de Wall Street*) et aux perdants, les licenciements, les usines qui ferment, la libéralisation du travail... Mais aussi les migrations, la prise de conscience écologique, le terrorisme, les guerres, les épidémies...

3- L'historien et le cinéaste, nouveaux regards, un thème autour du questionnement comment filmer l'époque ? Avec, entre autres, le cinéma de Palestine, d'Iran...

Fidèle à lui-même, le festival Confrontation propose une réflexion sur l'his-



toire actuelle, celle qui se conjugue au présent. « Si le cinéma est l'art du XX^e siècle, il a traversé les quarante dernières années au rythme des soubresauts de l'actualité, s'interrogeant autant sur le monde que sur lui-même. » Le festival Confrontation sera l'occasion de réfléchir ensemble sur un état du monde et du cinéma.

N.G.

Duo Jatekok

Passion, fougue, virtuosité

Au piano à quatre mains, Adélaïde Panaget et Nairi Badal ont charmé leur public.

En hongrois Jatekok signifie Jeu. C'est le nom qu'ont choisi pour leur duo Adélaïde Panaget et Nairi Badal qui sont amies et partenaires depuis l'enfance. Nous les avons entendues à Port-Vendres il y a quelques mois, jouant ensemble sur deux pianos. Invitées à nouveau par les Amis d'Alain Marinaro, elles ont donné la semaine dernière un programme à quatre mains à Ortaffa, puis à Banyuls-sur-Mer.

Rachmaninov pour débiter : œuvres de jeunesse, six duos pour piano à 4 mains : barcarolle, scherzo, slava, valse, tous

composés à la manière de... Chopin, par exemple, pour la valse. Temps très vifs, moments plus tempérés, les cloches au loin... Beaux élans et premiers plaisirs.

Schubert : une riche fantaisie à quatre mains

Pièce tardive dans la brève vie de Schubert, la fantaisie à quatre mains en fa mineur D 94, œuvre expressionniste par excellence, proche du romantisme, et riche de contenus variés, propose, selon Philippe Cassard, une proximité extrême, une coexistence serrée dans le même « espace vital ». De quoi permettre une belle réussite aux deux pianistes si bien accordées entre elles. Composée par Moussorgski, dans la version que nous entendions, orchestrée plus tard par Rimski-Korsakov, Une nuit sur le mont Chauve nous faisait retrouver, grâce à une interprétation étincelante et un accord demeurant sans faille, une partition connue et toujours appréciée. Avec son humour iconoclaste, La Danse macabre opus 40 de Camille Saint-Saëns trouvait, elle aussi, des interprètes de haut talent, Cette pièce mouvementée et dument scandée clôturait avec faste un programme qu'un bis proposant un petit bout du Carnaval des animaux vint opportunément parachever. Un fois de plus le public était enthousiaste et ne cachait pas son bonheur.

Y.L.



Saint-Genis-des-Fontaines

Salle polyvalente. *Dimanche 21 novembre à 15h.* Théâtre : **Un ange passe** par la Cie L'œil en coulisse. Comédie de **Pascal Martin**. Entrée 8 €.

Saint-Laurent-de-la-Salanque

Foyer Rural. *Samedi 20 novembre à 16h.* Spectacle Musical : **Chango et le tambour magique**. Compagnie **Tambouraconte**. Entrée 5€.

Thuir

Théâtre des Aspres. *Vendredi 19 novembre à 20h30.* Magie, musique, humour : **Les virtuoses de Mathias et Julien Cadez** (Erquinhem-Lys, France). Entrée 15€.

Toulouges

Théâtre El Mil-lenari. *Samedi 20 novembre à 20h30.* Théâtre amateur : **Dancing**. Cie **Théâtre des quatre saisons**. Entrée 8€.

Rivesaltes

Palais des Fêtes. *Samedi 20 novembre à 15h.* Théâtre : **Llum**. Conte en ombre et lumières. Cie **Cielo**. Entrée 5€.

Céret

Hommage à Gaston Cardonne et Jean Paloma

Samedi 20 novembre à Céret, à 11h et 15 h, le Comité départemental de l'ANACR co-organise une initiative en mémoire aux Cérétans déportés en 1941 en Algérie.

Le 26 septembre à Port-Vendres, le Comité des Pyrénées-Orientales de l'ANACR a commémoré le 80^{ème} anniversaire de la déportation en Algérie par le gouvernement de Vichy de 1500 « indésirables » étrangers (républicains espagnols et anciens combattants des Brigades internationales originaires d'Europe centrale et orientale) et de 500 « indésirables » français dont Jean Paloma et Gaston Cardonne.

Jean Paloma fut, parallèlement à ses activités syndicales et politiques, un des organisateurs des filières clandestines d'aide à l'Espagne républicaine, dirigées par Pierre Berdaguer et Michel Bordet. Arrêté le 17 avril 1941, il fut interné administrativement dans divers camps de la Zone Libre avant d'être déporté en Algérie.

Gaston Cardonne, contrôleur des Contributions Indirectes, fut un dirigeant syndical (trésorier de l'Union départementale des Syndicats CGT), un militant politique, un artisan du mouvement coopératif (Café de l'Union...) et un responsable du Secours Populaire très actif lors de la guerre d'Espagne. Arrêté fin 1939, il fut interné administrativement avant d'être déporté. De retour à Céret fin 1944, il fut élu



conseiller général et maire de Céret ainsi que conseiller de la République (sénateur).

Le Comité départemental de l'ANACR organise, avec l'appui de la municipalité, de l'Union locale CGT du Vallespir et la cellule du PCF de Céret, une importante initiative le samedi 20 novembre. À 11 heures dans le patio de l'Hôtel de Ville, un hommage sera rendu à Gaston Cardonne et Jean Paloma,

À 15h au Cinéma Cérétan, boulevard Clémenceau, l'historien Georges Sentis retracera les dures conditions d'internement dans les camps du Sahara, la libération des déportés, au printemps 1943, rendue difficile du fait du

maintien en place d'une administration pétainiste, l'intégration des « indésirables » dans la société algérienne et leur participation au renouveau de la vie syndicale et politique en Afrique-du-Nord. Sans oublier leur engagement dans la lutte contre le III^{ème} Reich soit en participant à la bataille de la production en Algérie, soit en s'engageant dans les armées alliées.

G.S.

Films

Les Olympiades



Paris 13^e, quartier des Olympiades. Emilie rencontre Camille qui est attiré par Nora qui elle-même croise le chemin de Amber. Trois filles et un garçon. Ils sont amis, parfois amants, souvent les deux.

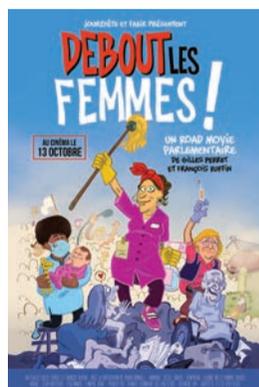
Bluffé, par ce voyage initiatique dans ce quartier de Paris, en compagnie de ces trentenaires, on suit le destin des trois personnages principaux qui sont confrontés à des questionnements modernes et intemporels : la conception de l'amour, le sexe, l'orientation sexuelle, le travail, l'orientation professionnelle... Ils sont tous les trois à un moment de leur

vie où ils doivent prendre une décision forte. Enfin, le film est hypnotisant d'un point de vue visuel et sonore. La musique du compositeur Rone est une pure merveille. L'utilisation du noir et blanc est assez impressionnante. Audiard va filmer le quartier de manière très contemplative, il y a un magnifique travail de contraste, de clair-obscur et de jeux de lumières à la fois discret et expressif, particulièrement sur les corps et les visages lors des scènes de sexe. *Les Olympiades* de Jacques Audiard, une écriture singulière, est sans doute l'un des meilleurs films de l'année.

Jacques Pumaréda

Compartiment n° 6

Le nouveau film du Finlandais Juho Kuosmanen, Grand Prix du Festival de Cannes, a été presque entièrement tourné dans un train. Seule et triste, Laura (Seidi Haarla) embarque à Moscou dans un train pour Mourmansk, au fin fond de la Russie. L'autre occupant du compartiment est Ljoha (Yuriy Borisov). Plutôt débrouillard. Plutôt grossier. Plutôt alcoolique. Plutôt pénible... Les deux personnages vont partager ce lieu clos pendant des jours. Et progressivement, au rythme du roulis, surgit une amitié ivre et étrange entre ce type frustré et cette jeune femme cultivée. Ils se détestent, se trouvent, se perdent, se retrouvent. Nous sommes dans les années 90, après l'effondrement de l'URSS, une sorte de terminus de la jeunesse qui se confronte au réel. Ode à la beauté du monde et à l'envie d'ailleurs, ce joli film bénéficie aussi de deux acteurs fantastiques qui donnent à ce conte vaporeux une densité romanesque très séduisante.



Debout les femmes

Si vous avez manqué le film, vous aurez des occasions de rattrapage. Ne les ratez pas ! Ce documentaire réalisé par Gilles Perret et François Ruffin, qui est sorti en octobre 21, est une leçon politique : comment des députés pour rédiger un rapport parlementaire sur les « métiers du lien » sillonnent la France, rencontrent des auxiliaires de vie sociale, des accompagnants d'élèves en situation de handicap, des femmes de ménage et nous plongeons dans la vraie vie de concitoyennes dont la situation précaire, et même plus, renforce toujours leur soif de dignité. L'humain n'est pas nécessairement désespérant. On le sait, on le veut, mais cela fait du bien de le voir.

Film engagé, on connaît Ruffin, mais on connaît moins son collègue député de La République en Marche, Bruno Bonneil. Ils vous surprendront. Le contenu est explosif, mais aussi très profondément humain et parfois drôle. Un grand documentaire. La séquence finale est inoubliable et ne peut que faire du bien à celles et ceux qui veulent un changement. *Debout les femmes, les hommes !*

J.-M.P.

Tout seul

Macron a parlé... D'abord il y a la forme, elle a du sens. Tout seul face à une caméra qu'il fixe pour donner le sentiment qu'il nous regarde dans les yeux et crée ainsi une relation personnelle. Le monologue est lent, cadencé, avec un verbe choisi, mais accessible à tous, à la fois faussement modeste et ambitieux, toujours sûr de lui. C'est sans doute Bribri qui a formaté la posture, le débit, l'intonation présidentielle, faite pour en imposer. Plus besoin de journalistes entre le président et nous, plus besoin de mise en scène visible. Les paroles, les décisions le pouvoir personnel à l'état brut.

Ils n'ont pas tous un lider aussi fortiche

Dans ces temps préélectorales, il est essentiel de donner l'image d'un chef d'Etat déterminé à le rester, même s'il n'en a encore rien dit. D'où l'accent mis sur ce qui reste une préoccupation majeure des Français, la pandémie, la cinquième vague de Covid 19, sur son rôle de chef de guerre qui a déjà su en partie maîtriser l'ennemi et sur sa capacité à nous mener à la victoire définitive, beaucoup plus efficacement que les pays qui nous entourent qui, sous-entendu, n'ont pas la chance d'avoir à leur tête un lider aussi fortiche.

Et donc sur ce chapitre, une annonce attendue : les risques qui persistent (augmentation du taux d'incidence et remontée des hospitalisations) et la capacité à y faire face, et en particulier pour les plus de 65 ans et les personnes comorbides, imposent la nécessité d'une troisième injection de vaccin dans la mesure où, six mois après les deux premières doses,

l'immunité diminue fortement.

Le vrai visage

Et là la pédagogie fait brutalement place à l'autoritarisme, à l'infantilisation des récalcitrants. Si l'on n'obéit pas au chef, plus de passe sanitaire, plus de café, de restau, de cinéma, plus de vie sociale... Punis ! Alors que ces plus âgés ont été les premiers à se faire vacciner, à initier un mouvement qui a conduit à ce qu'une grande majorité de la population soit vaccinée. Le masque de la bienveillance, de la confiance, de la solidarité est brutalement remplacé par le visage d'un autoritarisme qui n'a pas lieu d'être et le Macron se révèle pour ce qu'il est, un Jupiter au petit pied, prétentieux et inconscient de ses bêtises.

Aux manques, aux errements, aux erreurs précédentes, à la sottise qui a consisté à nourrir un mouvement anti-vax, aujourd'hui en voie d'essoufflement, il en rajoute une couche qui ne peut que le réactiver et produire les effets inverses à ceux escomptés. Il n'a rien compris !

Panpancucu

Le panpancucu prend le pas sur la persuasion, la conviction, la confiance et la lucidité : le citoyen serait un imbécile qui ne serait pas capable de se prendre en main. Et devant cet empressement de Macron à nous refaire le coup du passe sanitaire, qu'il envisage sans doute de proroger ad vitam aeternam, on prend conscience que les pouvoirs solitaires sont toujours très dangereux pour la démocratie. Et que cela reste insupportable.

D'ailleurs si vous avez suivi son discours, la suite du propos n'a été qu'un hommage rendu à son action passée sur les plans éducatif, économique, social,

Quand Macron parle aux chômeurs...



sanitaire, sur les aides consenties à toutes les populations pour préparer les échéances électorales. Sans rien entendre des tensions qui s'exacerbent sur le pouvoir d'achat, sur la misère qui détruit les services publics, sur les souffrances sociales insupportables.

Il rend ainsi hommage à sa « démocratie toute personnelle » qui, en approchant du terme d'un quinquennat marqué par de nombreuses luttes sociales, fait la démonstration qu'elle n'a rien vu, rien entendu, rien compris au gouvernement d'un peuple, certes difficile et exigeant, mais soucieux de garantir, accroître, enrichir sa capacité à prendre son destin en main, dans des formes qui permettent à la voix de chacun et de tous de se faire entendre. Ce qui impose d'en finir définitivement avec les pouvoirs personnels de toutes sortes qui nous vole notre oxygène. Pour reconstruire une véritable démocratie.

Jean-Marie Philibert

L'actu vue par DELGE

Inégalité salariale : depuis le 3 novembre les femmes travaillent gratis



- annonces légales - annonces légales -

PIAUT & FILLES

SARL en liquidation
Au capital de 7 622,45 euros
Siège : Résidence les Bruyères, Lieu-dit Cap de Peyrefitte, 66290 CERBERE
Siège de liquidation : 74 Route d'Orléans, 45170 SAINT LYE LA FORET
399 568 799 RCS PERPIGNAN

L'AGE réunie le 30/09/2021 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Annyse PIAUT, demeurant 74 Route d'Orléans, 45170 SAINT LYE LA FORET, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 74 Route d'Orléans 45170 SAINT LYE LA FORET. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au RCS de PERPIGNAN, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis
Le Liquidateur

La location gérance du fonds de commerce de bar restaurant sis et exploité au 6 cami real, 66130 Bouleternère. Confiée par acte sous seing privé en date du 14/09/2019 par M. Xatard Joel, demeurant 5 rue du conflent, 66000 Bouleternère à Mme Oliva Nathalie, demeurant 8 rue benjamin franklin, 66000 Bouleternère, a pris fin le 14/06/2020 et la société Chez Mimosa, SARL, 6 Cami Réal, 66130 Bouleternère - 423 996 123 RCS PERPIGNAN, a été mise en sommeil. Pour avis,

Aux termes de l'AGE en date du 20/07/2018, les associés de la Société SCI MICHEL TORRENT, SCI au capital de 200 €, dont le siège est à PERPIGNAN (66100) - 3 place Henri de Turenne, RCS Perpignan n° 511 561 672, ont décidé de dissoudre la société par anticipation à compter du 20 juillet 2018 et sa liquidation amiable ; ils ont nommé en qualité de liquidateur de la société, l'ex gérant, Mme. Isabelle VILLA, demeurant à PERPIGNAN (66100) - 3 place Henri de Turenne. Le siège de la liquidation pour la correspondance a été fixé au siège de la société. La société subsistera pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. Dépôt légal Greffe du TC de Perpignan.

Aux termes de l'AGO en date du 25/07/2018, les associés de la Société SCI MICHEL TORRENT, SCI en liquidation au capital de 200 €, dont le siège est à PERPIGNAN (66100) - 3 place Henri de Turenne, RCS Perpignan n° 511 561 672, ont constaté la clôture de la liquidation au 25 juillet 2018 par suite de la réalisation totale de l'actif et du paiement du passif et ont approuvé les comptes définitifs de liquidation en donnant quitus et décharge de son mandat au Liquidateur Mme. Isabelle VILLA, demeurant à PERPIGNAN (66100) - 3 place Henri de Turenne. Les comptes du liquidateur seront déposés au Greffe du TC de Perpignan.

suivez-nous sur



Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site



Scan Moi



Habilité à la parution de vos annonces légales.
Contactez-nous par mail : legales@letc.fr